



Focus sur l'emploi au G20 mais les dirigeants sont distraits par les tensions politiques qui ont miné le sommet

Geplaatst op woensdag 11 september 2013 |

SHARE

Alors que la Syrie a largement dominé les discussions du G20, la déclaration finale des dirigeants renferme des avancées positives dans le sens d'une reconnaissance des dangers d'une crise sociale alimentée par le chômage, l'inégalité et l'exclusion. Mais quand bien même l'ordre du jour du G20 privilégie des solutions à long terme, le risque est qu'il n'y ait pas suffisamment de mesures axées sur le court terme.

De fait, il ressort du Sondage d'opinion 2013 de la CSI que la crise sociale et politique que traverse le monde à l'heure actuelle entraîne une aggravation des problèmes économiques :

- Une personne sur deux a eu une expérience familiale directe du chômage ou d'une diminution du temps de travail.
- 87% des personnes sondées ont fait état de revenus stagnants ou inférieurs au coût de la vie au cours des deux dernières années.
- 80% des sondés estiment que les gouvernements n'ont pas fait assez pour combattre le chômage et la majorité d'entre eux considèrent qu'ils ne sont pas protégés en matière de sécurité de l'emploi.
- La majorité des répondants (55 pour cent) craignent que leurs enfants et petits-enfants connaissent une situation pire.

Selon Sharan Burrow, secrétaire générale de la Confédération syndicale internationale, le soutien unanime en faveur du premier plan international contre le transfert des bénéfices et l'évasion fiscale par les grandes sociétés signalera un retour à la responsabilité collective si celui-ci n'est pas suivi de mesures à l'échelle nationale.

"L'attention des dirigeants durant la présidence russe a été braquée sur l'emploi, l'investissement et la croissance, or le chômage continue de croître et dépasse la barre des 200 millions, cependant que le déclin catastrophique de la croissance dans les pays du BRICS aggrave l'exclusion sociale et le désespoir", a dit Sharan Burrow.

"Les leaders ont renforcé leur participation au dialogue social avec les entreprises et les travailleurs au niveau du G20. Il y a, à présent, aussi une reconnaissance de la nécessité d'accroître le rythme de la reprise et de réduire l'inégalité à travers la négociation sur les salaires, y compris des mécanismes nationaux de fixation des salaires. Ceci doit encore être transposé en un changement de politique au niveau national, de même que par le FMI et l'OCDE", a indiqué John Evans, secrétaire général du TUAC.

L'appel conjoint L20/G20 en faveur d'investissements durables dans l'infrastructure et les principes concomitants pour des investissements à long terme ont été acceptés par les dirigeants du G20.

"Le défi consistera désormais à parvenir à des engagements nationaux en faveur d'un nouveau modèle d'investissement qui établit une distinction claire entre la spéculation et l'investissement et assure que le capital patient l'emporte sur la spéculation", a dit Sharan Burrow.

"La reréglementation des marchés financiers reste un chantier inachevé pour le G20. Le système financier international n'est guère plus stable aujourd'hui qu'il ne l'était il y a six ans", a affirmé John Evans.

À lire aussi, le Sondage d'opinion mondial 2013 de la CSI et la Déclaration du L20 sur www.ituc-csi.org

La CSI représente 175 millions de travailleurs/euses à travers 315 organisations affiliées nationales dans 156 pays et territoires.

Suivez-nous sur le web: <http://www.ituc-csi.org> et <http://www.youtube.com/ITUCCSI>

CSI - 9 septembre 2013